

ESPRIT

N° 208 - janvier 1995

Avec l'Algérie

Esprit a choisi de mettre l'accent sur le caractère atypique de l'Algérie pour essayer de mieux comprendre les traumatismes algériens et la manière dont le fossé s'est creusé entre ce pays et la France (O. MONGIN). Dans cette perspective, G. GRANDGUILLAUME qui, avec L. PROVOST et B. STORA, a préparé ce numéro spécial, pose notamment la question de l'expression de la légitimité et prône le recours (le retour ?) à l'anthropologie pour cerner la spécificité de la culture algérienne.

Un premier ensemble de contributions aborde l'atypie par référence aux figures de la dépossession : une société en proie à une purification linguistique tendant à l'exclusion d'une élite par une autre et à la dévalorisation de la langue du peuple (M. BENRABAH) ; un espace urbain déstructuré du fait de l'incapacité des autorités à penser son organisation (A. DJELLOULI) ; une absence et une surabondance de mémoire falsifiée (B. STORA) ; la fragilité du lien entre générations (N. FARES) et l'interruption généalogique (A. MEDDEB).

Plus directement axée sur les enjeux de situation, une deuxième série d'articles, *Sortir de l'impasse*, livre l'anatomie d'une crise. Seule L. PROVOST aborde les problèmes d'une économie construite en trompe-l'œil sur fond de rente pétrolière et rattrapée par le réel. En revanche, les aspects politiques (essentiellement le clanisme et les logiques de violence) sont abondamment traités ; ils sont abordés tour à tour sous des angles différents par M. DUTEIL, A. ROUADJIA, M. HARBI, M. GADANT, D. DJERBAL et L. ADDI.

Quant aux relations franco-algériennes, placées par la revue sous le signe du *quiproquo*, elles font l'objet d'un entretien avec P. THIBAUD et P. VIDAL-NAQUET, d'un éditorial sur la politique de coopération et son absence de dimension qualitative ainsi que d'une prise de position de S. HESSEL pour un autre statut de réfugié. En conclusion, J. ROMAN explore les voies de la solidarité envers les victimes de la guerre civile.

▲ *Esprit* - 212, rue Saint-Martin - 75003 Paris.

**NAQD - REVUE
D'ETUDES ET DE
CRITIQUE SOCIALE**
N° 7 - 1994

Réajustement structurel et systèmes politiques

Le tournant des années 1980 a été, pour l'Algérie, celui de la mise en place des premières mesures visant à une ouverture économique, dans un pays jusque-là caractérisé par un quasi monopole de l'Etat sur l'ensemble des activités. La violence de la crise qui secoue actuellement ce pays incite à réinterroger ce processus ainsi qu'à identifier, si faire se peut, les résistances et les dysfonctionnements qui l'ont entravé. Il faut, en premier lieu, évoquer l'interminable débat opposant les partisans d'une aliénation générale du secteur public (C. HAMZA) à des cadres politiques profondément marqués par de nombreuses années de dirigisme économique strict (D. VANDEWALLE). Ce débat ne semble pas avoir trouvé d'arbitres très éclairés parmi les économistes algériens, plus enclins à critiquer les erreurs passées que réellement outillés pour penser une réforme de l'ensemble du système (R. OSTERKAMP). Dès lors, face à la perpétuation d'une sphère rentière, administrée sur une base clientéliste, l'absence d'orientations politiques claires favorisait le développement et l'autonomisation d'un secteur d'économie parallèle, révélateur d'une possible rupture avec les stratégies communautaristes et d'une entrée dans l'individualisme d'entreprise (A. HENNI). Au-delà du seul cas de l'Algérie, c'est l'ensemble du monde arabe qui est concerné par cette réflexion. En effet, comme le montrent deux contributions concernant les pays d'Amérique latine, les transformations induites par les réformes d'inspiration libérale (en particulier l'érosion du pouvoir régulateur de l'Etat) conditionnent d'ores et déjà fortement les ordres politiques de ces sociétés (W. SMITH ; H. BEJAR).

▲ *NAQD* - BP 12, Garidi - 16052 Kouba - Algérie.

ABHATH
N° 4 - 1994

Montagne et société au Maroc

Cette livraison réunit, autour de la question du développement et de l'aménagement des zones de montagnes, les contributions de chercheurs en sciences sociales et d'aménageurs. La thématique développée est appréhendée à travers l'étude d'espaces divers (Haut et Moyen Atlas, Rif et pays Jbala), dans le but de sensibiliser les décideurs et le public sur les effets négatifs induits par les déséquilibres écologiques (déforestation...) et socio-économiques (émigration...).

La contribution de J. VIGNET-ZUNZ sur les Jbala et celle de M. TARIK portant sur l'ouvrage *Les Beni Boufrah* de P. Pascon et de H. Van Der Wusten permettent de mesurer l'importance d'une telle question par référence aux contraintes physiques, sociales et économiques qui réduisent les marges de manoeuvres de la population et aux principes de la gestion des ressources, perturbés avec la pénétration coloniale et l'accroissement démographique.

Deux autres études portent respectivement sur une société du Haut Atlas central (A. BENABDALLAH) et un village du Sud marocain (S. ECHARKI). Elles s'attachent principalement aux changements affectant la mobilisation et l'allocation des ressources ainsi qu'aux conflits qu'ils induisent. Il ressort notamment que l'évolution des comportements de la collectivité vis-à-vis de l'utilisation des ressources reflète la souplesse des rapports socio-économiques entre les ressortissants ainsi qu'entre ces derniers et leur espace ; des rapports à la fois concertés (...) et concurrentiels (A. BENABDALLAH).

Enfin, les articles de M. MAHDI sur la gestion des parcours collectifs et de H. RACHIK sur celle des équipements collectifs hydrauliques dans le Haut Atlas mettent précisément en lumière ce jeu des intérêts dans une action collective et soulignent sa nécessaire prise en compte pour l'appréhension du dynamisme social.

▲ *ABHATH* - Cahiers marocains de recherche en sciences sociales - B.P. 1377, Rabat P.- Maroc.

**ANNALES
MAROCAINES
D'ÉCONOMIE**
N° 9 - Été 1994

La mobilisation productive des ressources humaines constitue un défi structurel pour la majorité des pays en développement. Cependant, la crise économique a montré les limites des modèles traditionnels de croissance et l'incapacité des théories classiques à suivre et à prévoir les formes et les contenus des nouveaux styles de croissance et de développement. Dans ce contexte, il paraît urgent de prospecter de nouvelles pistes de recherche sur les modalités de conception et d'action favorables à la réalisation d'un développement global, intégré et centré sur l'homme (M. ZRIOULI). L'emploi rural fait rarement l'objet d'analyses fines, d'autant plus que les données sur le sujet sont souvent peu fiables et sans continuité. Or, une connaissance précise de la composition de la population active par secteur et par statut socio-professionnel en milieu rural est un préalable incontournable pour toute politique de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exode (N. LAMRANI).

Le Programme d'Ajustement Structurel, entamé depuis le début des années 80 au Maroc, a touché tous les aspects de la vie économique du pays. Dix ans après, ce programme suscite des évaluations multiples qui visent à en saisir les implications dans les rouages de l'économie marocaine. Ainsi, *l'impact des réformes monétaires et financières sur le comportement du secteur bancaire* est analysé par L. JAIDI, celui de la *libéralisation financière sur la mobilisation des ressources nationales* par M. ABOUCH, de même qu'est étudié par S. BELGHAZI l'effet du programme de réforme du système de protection et d'incitations industrielles sur la compétitivité des différents secteurs de l'industrie marocaine.

A signaler, enfin, l'article de M. RAKI et de M. MAAROUF sur *l'Economie de la petite pêche artisanale : cas de Tifnit*, qui décrit les relations économiques et sociales liant les artisans pêcheurs aux mareyeurs.

- ▲ Annales marocaines d'économie - Revue de l'Association des Economistes Marocains - Boulevard Moulay Slimane, Résidence Moulay Ismail, Im. B, Ap. 4 - Rabat.

**GESTION
ET SOCIÉTÉ**
N° 23 - novembre
1994

GATT et compétitivité de l'économie marocaine

Ce numéro spécial, consacré aux accords du GATT conclus à Genève le 15 décembre 1993, fait suite à une journée d'étude organisée par le Cycle Supérieur de Commerce International de l'ISCAE (Rabat).

C'est à Marrakech que s'est achevé, le 15 avril 1994, le cycle de l'Uruguay Round, lancé en 1986. Il aura fallu sept ans et demi pour mettre au point les règles du jeu définissant le nouveau code du commerce international. Comme le signale R. M'RABET, les dispositions prises *vont modifier la conduite du commerce mondial et forcer l'interdépendance des économies*, dans le cadre d'un tout libre-échangiste, véritable fer de lance de la doctrine libérale prônée par les organismes internationaux (GATT, FMI, BIRD, OCDE...).

Dès lors, le Maroc ne saurait échapper au débat quant à une (re)définition de ses stratégies de développement économique et commercial. Une question-clé sous-tend la réflexion : *Peut-on souhaiter (...) une évolution plus raisonnable de la compétitivité où l'on admettrait la complémentarité des pays, des organisations régionales et de l'échange mondial ?*

A. TOUMI traite des effets du GATT sur les télécommunications, tandis que R. MARCEAU s'intéresse aux influences de cet accord sur les relations commerciales Maroc/Canada. Deux articles plus généraux portent respectivement sur la *compétitivité de l'économie marocaine* (D. JETTOU) et sur les dispositions anti-protectionnistes prévues dans l'accord de 1993 (L. EL ALAOUI). A. AZIRAR évoque les implications du GATT dans le monde arabe en s'attachant au cas du transport maritime.

A signaler également au sommaire, un commentaire de la loi du 9 novembre 1992 sur le commerce extérieur marocain, ainsi qu'un carnet bibliographique consacré aux rapports entre la bourse et les entreprises.

- ▲ Gestion et Société - Revue trimestrielle de l'ISCAE - Km 9,500, Route Oasis - Casablanca.

**LES CAHIERS
DE TUNISIE**
Tome XLVI, N° 161 -
3ème trimestre 1992

Réunies sans intention thématique, les contributions qui composent ce numéro, publié en 1994, font une large place à l'histoire. N. DOUGUI analyse les liens entre la politique économique de l'Etat français et l'expansion du capitalisme colonial en Tunisie, en montrant comment l'autorité publique s'est servie des hommes d'affaire pour atteindre des objectifs d'ordre stratégique et ce, jusqu'à leur abdiquer l'essentiel de ses prérogatives économiques. Les avantages concédés notamment aux sociétés concessionnaires ont ainsi obligé la Régence et, par conséquent, le contribuable indigène, à transférer une partie du revenu national tunisien au profit de sociétés privées domiciliées en France. J. PEYRAS souligne l'apport que peuvent représenter les Codes Théodosien et Justinien comme sources d'étude des questions militaires nord-africaines aux V-VIèmes siècles. H. BOUJRA retrace une chronologie précise de la diffusion marchande du tabac - depuis la traversée de l'Atlantique vers l'Afrique noire - de sa remontée vers Marrakech et Fès à la fin du XVIème siècle, suivant les flux caravaniers, et de son arrivée en Tunisie à l'aube du XVIIème siècle. Sur le terrain européen, F. EL GHOUL montre comment le processus de fermeture des cimetières du centre-ville parisien à la fin du XVIIIème siècle et leur expulsion *extra-muros* doivent se comprendre dans le double contexte d'un essor urbain soutenu et du triomphe des théories hygiénistes.

L'histoire de la pensée et la discipline philosophique sont également représentées par des remarques sur les premiers développements du *Kalam* (R. M. FRANK), une réinterrogation des textes de Russell visant à appréhender le problème de l'existence du point de vue de la logique (Y. GODHBANE-KEFI) et une relecture des textes néo-positivistes de l'*Aufbau*, répondant aux critiques formulées par K. Popper (M. OUELBANI).

- ▲ Les Cahiers de Tunisie - Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis - 94, Bd. du 9 Avril 1938 - 1007 Tunis.

**CAHIERS
DU LUMIAR**N° 1 et 2 - septembre
1994*Les perceptions et les politiques de sécurité en Méditerranée occidentale*

Publiés en français, les deux premiers numéros des Cahiers du Lumiar traitent, l'un des perceptions maghrébines dans le contexte plus large du monde arabe (A. SAAF), l'autre des politiques de sécurité des pays du Maghreb central (F. FARIA). De ces deux textes ressort clairement le décalage, voire la contradiction, entre les perceptions entretenues et les choix effectivement opérés.

La recherche conduite par A. SAAF a pour point de départ un état des lieux de la littérature stratégique arabe, essentiellement moyen-orientale, dont il repère les genres, les préoccupations constantes ou les modes universitaires consacrant les problèmes de l'heure et, enfin, l'effet sur les perceptions maghrébines. L'auteur analyse les fondements de la sécurité nationale ; il relève l'itinéraire du concept de sécurité et les modes de détermination de l'ennemi actuel ou potentiel, à l'extérieur et - surtout - à l'intérieur du système arabe. Puis, il envisage les moyens de défense (doctrines militaires et mobilisation de ressources spécifiques) que mobilise la pensée stratégique arabe pour faire face aux menaces qu'elle identifie.

F. FARIA isole, quant à elle, le Maghreb comme un objet d'étude particulier dans lequel s'inscrivent des variations nationales. Jusqu'à la fin des années 80, les politiques de sécurité et les options stratégiques et militaires ont eu tendance à dépendre de considérations d'équilibre régional plutôt que du contexte international, mais l'émergence récente du phénomène de l'islamisme politique, tout en renforçant l'atmosphère de méfiance et de suspicion entre les gouvernements, a ouvert, entre eux, de nouvelles perspectives de coopération. De manière générale, ce sont les relations entre volets politique et militaire d'une part et sécurité intérieure et défense extérieure d'autre part qui caractérisent les politiques de sécurité au Maghreb.

- ▲ Cahiers du Lumiar - Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais (IEEI) - Largo de Sao Sebastiao, 8 - Paço do Lumiar - 1600 Lisboa.

**MIGRANTS-
FORMATION**N° 98 - septembre
1994*Génération : transmissions et ruptures*

Les problèmes de générations, de transmission et de mémoire font actuellement l'objet d'un large débat qui touche notamment à la question de l'immigration maghrébine en France. Au-delà du discours, déjà ancien, sur la génération issue de l'immigration, cette livraison s'interroge plus particulièrement sur la nouvelle génération d'adultes, constituée de jeunes Français d'origine maghrébine et sur leur volonté d'abandonner ou de maintenir certaines valeurs ou comportements hérités de leurs parents et, donc, de leur culture d'origine.

Les discours mettent l'accent sur la rupture entre les générations (A. SAYAD). Toutefois, si opposition il y a, elle ne résulte pas tant de modèles culturels divergents que d'une rupture entre des expériences personnelles, qui est entretenue par la crise scolaire et un marché du travail peu prometteur (S. LAACHER).

La deuxième génération est-elle donc constituée de *jeunes parmi d'autres* ? M. FIZE rappelle que, dans tous les milieux sociaux, la communication entre générations est au plus bas, tandis que G. MAUGER s'interroge sur la notion d'héritage culturel dans les milieux populaires. N. BELKAI s'intéresse à ces *grand-mères de l'immigration* dont le rôle essentiel dans la transmission des valeurs traditionnelles est remis en cause par l'évolution des générations. Les jeunes parents issus de l'immigration maghrébine, notamment, développent un modèle éducatif qui ne diffère pas fondamentalement de ceux des Français de leur âge (N. GUENIF SOUILAMAS). Néanmoins, la mise en cause de l'héritage culturel permet aux jeunes de créer leur propre univers culturel métissé (A. YAHYAOUJ). Ils affirment un islam qui s'exprime en rupture radicale avec celui de leurs parents (J. BAROU) et les filles développent des stratégies de dichotomie intérieur/extérieur et de *bricolage culturel* qui prennent des formes variées selon l'attitude des familles (C. CALOGIROU ; M. ESTERLE-HEDIBEL).

Les deux dernières études de cette livraison portent respectivement sur les générations d'Arméniens en France (M. HOVANESSIAN) et sur le point de vue des enseignants d'origine maghrébine (F. BENDJILALI).

- ▲ Migrants-Formation - Centre de documentation migrants - 91, rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge - France.

**ESPACES
ET SOCIÉTÉS**

N° 76 - 1/1994

Actualités de Henri LEFEBVRE

Le présent dossier s'interroge sur la pertinence de la pensée critique et complexe du philosophe-sociologue (1901-1991) et, notamment, sur la question qui occupe une place centrale dans sa théorie : l'espace. Articulée au temps, la catégorie de l'espace est conçue par H. LEFEBVRE comme étant fondamentalement une production du social au sein de la ville, lieu nodal de matérialisation des rapports sociaux. Sa théorie de l'espace innove au double niveau de la méthode et des conclusions relatives à l'oeuvre produite par des acteurs au sein d'un urbain assurant la reproduction des rapports sociaux. A la différence de l'approche marxiste classique, l'espace urbain est saisi à partir de la trilogie du perçu, du conçu et du vécu.

En fait, l'apport de H. LEFEBVRE concernant l'espace de l'urbain est le résultat d'une oscillation dialectique entre la philosophie de l'histoire et des hypothèses sociologiques permettant une intervention pratique - politique - sur le terrain de la ville (E. COUVELAKIS). Cette intervention se matérialise dans l'architecture en tant que projet et projection des rapports sociaux sur le sol. Mais ce projet ne porte pas uniquement sur le territoire puisqu'il a trait au corps comme sujet. Toute une logique esthétique s'en dégage en suivant des règles solidaires d'une *centralité jamais achevée* (P. PELLEGRINO et J. NEVES).

La vision urbaine de H. LEFEBVRE s'inscrit au sein d'une démarche assimilée tantôt à la pensée postmoderne (M. DEAR, P. HAMEL et C. POITRAS), tantôt à la sociologie du quotidien de la modernité (C. BERNIE-BOISSARD). Cette démarche est aujourd'hui amputée de sa triple dimension politique, critique et utopienne par des chercheurs qui reprennent, sans citer leur source, les idées lefebvriennes sur la ville (J-P. GARNIER).

Hors dossier, on peut lire également deux contributions portant, l'une, sur le tourisme comme *objet transitionnel* (R. AMIROU) ; l'autre, sur le rapport entre la reconversion architecturale et les identités culturelles (N. EVERAERT-DESMEDT).

- ▲ Espaces et Sociétés - Editions L'HARMATTAN - 5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique - 75005 Paris.